

# Éditorial

## Copenhague est également une chance pour la Suisse

La conférence sur le climat qui a lieu en décembre à Copenhague représente une réelle occasion pour la politique environnementale internationale de franchir une étape importante. Ne serait-ce que dans son propre intérêt, la Suisse se doit de soutenir activement les négociations et de contribuer à la réussite de l'événement. Les efforts en cours ont un caractère international très marqué et entraînent dans leur sillage toutes les organisations économiques et de développement multilatérales importantes. En effet, que ce soit dans l'un ou l'autre domaine, l'enjeu est de taille!

Comme le montrent les études scientifiques, une augmentation incontrôlée de la température occasionnerait des dégâts considérables à notre environnement vital naturel et à nos infrastructures. À long terme, la facture de notre passivité serait bien plus élevée que si nous réduisons nos émissions à temps. Les pays en développement seraient les premiers touchés si la production agricole, l'approvisionnement en eau ou les agglomérations côtières subissaient les effets du changement climatique. Les efforts déployés pour réduire la pauvreté seraient réduits à néant.

En intégrant les pays qui émettent le plus d'émissions – États-Unis et pays émergents compris – un nouvel accord sur le climat pourrait faire évoluer cette attitude de déni souvent constatée qui consiste à montrer du doigt d'autres pays qui en feraient prétendument moins, pour fuir ses responsabilités. Il est certain que le prix à payer pour la réduction des émissions sera considérable pour de nombreuses branches économiques. C'est pourquoi des engagements concrets en matière de réduction ne seront pas faciles à faire passer sur le plan politique. Pour y arriver, il faut essentiellement que les charges soient réparties équitablement au plan mondial. La collaboration internationale conditionne l'efficacité des mesures adoptées; c'est, par exemple, le cas pour les mécanismes qui régissent le commerce des émissions et les transferts de technologie.

Le Conseil fédéral a donné pour instruction à la délégation suisse de s'engager activement dans les négociations pour aboutir à un accord climatique global. En adoptant le message sur la révision de la loi sur le CO<sub>2</sub>, il a déjà montré comment notre pays entend développer sa politique climatique d'ici à 2020 et comment il entend contribuer de façon déterminante à la réduction des émissions. Les entreprises suisses impliquées dans les technologies propres sont aujourd'hui déjà très actives et proposent des solutions innovantes pour maîtriser ce défi mondial. Grâce à un nouvel accord étendu et à une réflexion sur les circuits économiques, nous contribuerons à les renforcer dans cette voie.



**Doris Leuthard, conseillère fédérale**  
Cheffe du Département fédéral de l'économie DFE

